



ÉDITO

Par Michel Derdevet,
Président de Confrontations Europe

Tandis que les échéances européennes se rapprochent à grands pas et que les décideurs réfléchissent à l'avenir du Pacte Vert pour l'Europe, la question du rôle de la ressource dans notre transition écologique se fait aujourd'hui de plus en plus prégnante.

Ainsi, au début du mois de mars 2024, la Commission européenne soulignait dans une communication le risque majeur que pose la raréfaction de la ressource en eau sur l'ensemble des activités humaines et les différents aspects de notre vie, alors que les projections actuelles prédisent une augmentation de 35% du stress hydrique dans les cinquante prochaines années. Ce faisant, elle mettait en exergue l'impossibilité d'une gestion de l'eau purement national ou régional, et ne prenant pas en compte, de manière holistique, les défis usages de l'eau.

Face à ces enjeux, le Comité économique et social européen, lançait en octobre dernier son Appel pour Blue Deal européen, soutenu par un ensemble de députés européens et d'acteurs de la société civile, favorables à une plus grande inclusion de la ressource hydrique dans la réflexion entourant le futur du Green Deal européen. Cette initiative, saluée par nombre d'acteurs de terrain, a ainsi pour objet d'évaluer de manière globale l'impact de la raréfaction de l'eau sur l'ensemble des activités économiques et de permettre l'émergence d'une nouvelle gouvernance de l'eau en Europe.

Parallèlement à ces initiatives, nombreux sont les secteurs qui affrontent dès à présent la réalité du changement climatique et ses conséquences sur nos approvisionnements en eau.

En premier lieu, l'agriculture européenne, à l'origine de près de 40% de notre consommation d'eau chaque année, est déjà confrontée à de nombreux conflits d'usages, en France, ou plus récemment encore, en Catalogne et en Aragon. Des mesures nationales ambitieuses, à l'image du Plan Eau en France ou du Blue Deal en Flandre ont été mises en place, mais peinent à trouver un écho équivalent dans tous les Etats membres, et en particulier parmi les plus touchés par les sécheresses, dans le sud du continent.

Le domaine de la production d'énergie d'origine hydroélectrique se prépare lui aussi à affronter des tensions plus importantes sur son appareil de production, du fait de périodes de sécheresse plus régulières. Au niveau mondial, c'est ainsi près de 61% de l'ensemble des barrages hydroélectriques qui devraient se retrouver dans des bassins sujets à un fort stress hydrique. En Europe, cette perspective est également très préoccupante alors que la production d'électricité représente 28% des usages de l'eau. Ici aussi, et alors que nombre des principaux bassins européens couvrent des régions transfrontalières, une coordination et une gestion européanisée seront les clefs d'une gestion durable de l'eau dans le domaine énergétique.

En outre, la question de l'investissement dans la transition vers une gestion plus durable de la ressource en eau se pose dès à présent et devra faire l'objet d'un financement adéquat, via la création d'un fond de transition bleu. Des investissements devront être simultanément réalisés afin de former et de préparer les travailleuses et travailleurs, demain responsables de la mise en œuvre des transformations à accomplir dans le cadre d'un futur Pacte Bleu pour l'Europe.

À l'aune de ces éléments, le besoin d'un cadre européen de gouvernance n'apparaît alors que plus évident pour assurer la résilience de nos sociétés et mettre en œuvre un nouveau paradigme de la gestion de l'eau. Les enjeux d'une telle transformation sont majeurs, mais devraient aussi se traduire par l'ouverture de nouvelles opportunités, tant en termes d'emploi, de recherche ou de modernisation de nos infrastructures actuelles. ■